



Etudes - Mesures en Environnement
Assainissement - Sites et Sols Pollués

146 rue de Lyon 67640 FEGERSHEIM

☎ 09.81.62.16.91

✉ contact@geovir.fr

www.geovir.fr



-- Communauté d'Agglomération de COLMAR -- ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

Commune de WETTOLSHEIM /
Dossier d'Enquête Publique :

Règlement d'Assainissement Collectif

-

Règlement d'Assainissement NonCollectif

-

*Prescriptions en matière de gestion des
eaux pluviales*

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE COLMAR (68)**

COMMUNE DE WETTOLSHEIM

**ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF**

**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE :
REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

2

REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

**PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE GESTION DES EAUX
PLUVIALES**

GEOVIR Sàrl

Dossier GVR 11.09-003 / Avril 2013

Date	Rédaction	Vérification	Nombre de pages	Version
15/04/2013	ZACHER Jean-Nicolas	/	30	1.3

USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3

Le règlement de service de l'Assainissement Collectif, joint en annexe du présent document, a été établi par la Communauté d'Agglomération de Colmar et adopté par délibération du Conseil Communautaire le 23 décembre 2010. Il définit les obligations mutuelles du Service d'Assainissement et les usagers.

USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4

Le règlement de service de l'Assainissement Non Collectif, joint en annexe du présent document, a été établi par la Communauté d'Agglomération de Colmar et adopté par délibération du Conseil Communautaire le 28 janvier 2010. Il définit les obligations mutuelles entre le Service d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et les usagers.

Les différentes règles relatives à l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif sont rappelés dans les pages suivantes. Ces règles sont établies selon les dispositions des règlements du Service de l'Assainissement Collectif et de l'Assainissement Non Collectif.

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

■ **Article 1 : Assainissement non collectif**

Par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement.

■ **Article 2 : Objet du règlement**

Le règlement du service d'assainissement non collectif de la Communauté d'Agglomération de Colmar a pour objet de définir les obligations mutuelles entre le SPANC (Service d'Assainissement Non Collectif) et ses usagers sur les conditions et modalités auxquelles sont soumises les installations d'assainissement non collectif.

■ **Article 3 : Définition des eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires.

Si la fosse septique toutes eaux est correctement dimensionnée, les produits désinfectants couramment utilisés et l'usage de médicaments, quels qu'ils soient, ne doivent pas nuire à son bon fonctionnement.

■ **Article 4 : Séparation des eaux**

L'assainissement non collectif doit traiter toutes les eaux usées telles que définies dans l'article 3.

Pour en permettre le bon fonctionnement, l'évacuation des eaux pluviales ne doit, en aucun cas, être dirigée vers l'installation d'assainissement non collectif.

■ **Article 5 : Définition d'une installation**

L'installation d'un assainissement non collectif comporte :

- Les canalisations de collecte des eaux ménagères (cuisine, salle de bain) et des eaux vannes (WC)
- La fosse septique toutes eaux
- Les ouvrages de transfert : canalisations, poste de relèvement des eaux (le cas échéant)
- La ventilation de l'installation
- Les tranchées ou lits d'épandage souterrain
- Le drainage éventuel du lit d'épandage si la nature et la configuration du terrain l'exigent

■ **Article 6 : Obligation de traitement des eaux usées**

Le traitement des eaux usées des habitations non raccordées à un réseau public de collecte est obligatoire (Article

L33 du Code de la Santé Publique). L'utilisation d'une fosse septique n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux en sortie de fosse septique est interdit.

En cas de construction d'un réseau public de collecte des eaux usées, les immeubles qui y ont accès doivent obligatoirement y être raccordés dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout, conformément à l'article L33 du Code de la Santé Publique.

■ **Article 7 : Procédure préalable a l'établissement d'un assainissement autonome**

Tout propriétaire d'habitation existante ou en projet est tenu de s'informer auprès de la commune de Wettolsheim et/ou de la Communauté d'Agglomération de Colmar du zonage de l'assainissement. L'exécution du système d'assainissement est subordonnée au respect de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO₅ (soit 20 habitants), de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution supérieure à 1,2 kg de DBO₅, de la norme AFNOR XP P 16-603 DTU 64.1 de mars 2007 concernant la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome des maisons d'habitation individuelle, du règlement des PLU, des arrêtés préfectoraux et municipaux.

Le non respect de ces règles par le propriétaire engage totalement sa responsabilité.

■ **Article 8 : Conditions d'établissement d'une installation d'assainissement autonome**

Sauf convention particulière, les frais d'établissement d'un assainissement autonome sont à la charge du propriétaire de l'immeuble ou de la construction dont les eaux usées sont issues.

Les réparations et le renouvellement des ouvrages sont à la charge du propriétaire.

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES DISPOSITIFS

■ **Article 9 : Modalités d'établissement**

Les modalités générales d'établissement de l'assainissement non collectif sont celles définies par la norme AFNOR XP P 16-603 DTU 64.1 de mars 2007 et dans l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif.

■ **Article 10 : Déversements interdits**

Il est interdit de déverser, dans les systèmes d'évacuation des eaux pluviales ou dans un fossé :

- L'effluent de sortie des fosses septiques et fosses toutes eaux
- La vidange de celle-ci
- Les ordures ménagères
- Les huiles usagées (vidanges moteurs ou huiles alimentaires)
- Les hydrocarbures
- Les acides, cyanures, sulfures et produits radioactifs, et plus généralement toute substance, tout corps solide ou non, pouvant polluer le milieu naturel ou nuire au bon fonctionnement des réseaux d'écoulement.

■ **Article 11 : Conception, implantation**

Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux. Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés. Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, nature et pente et de l'emplacement de l'immeuble.

Conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau pour la consommation humaine. L'implantation des dispositifs de traitement doit également respecter une distance d'environ 5 mètres par rapport à l'habitation et d'au moins 3 mètres en terrain plat et 10 mètres en terrain en pente par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.

■ **Article 12 : Traitement**

Les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

1. Un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux, installation d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées)
2. Des dispositifs assurant :
 - Soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées ou lit d'épandage, lit filtrant ou tertre d'infiltration)
 - Soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel (lit filtrant drainé à flux vertical ou horizontal)
 - Tout revêtement imperméable (bitume, béton, plastique) est pros crit ainsi que les cultures, stockages ou circulations de véhicules

■ **Article 13 : Ventilation de la fosse toutes eaux**

La ventilation de la fosse septique toutes eaux est indispensable pour éviter les nuisances. Elle consiste en une entrée d'air et une sortie d'air par une canalisation de 100 mm de diamètre située au-dessus des locaux habités.

CHAPITRE III : OBLIGATIONS DE L'USAGER

■ **Article 14 : Fonctionnement de l'installation**

Le propriétaire est tenu, conformément à la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (complétée par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006), d'assurer le bon fonctionnement de son installation d'assainissement.

■ **Article 15 : Entretien des installations d'assainissement**

L'usager est tenu d'entretenir son dispositif d'assainissement de manière à assurer :

1. La préservation de la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique
2. Le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage
3. Le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
4. L'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse. Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle
5. Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

■ **Article 16 : Modification de l'ouvrage**

Le propriétaire s'oblige, tant pour lui-même que pour un locataire éventuel, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages et notamment à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager ces ouvrages.

PRESRIPTIONS EN MATIERE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

10

Les différentes règles relatives à la gestion des eaux pluviales sont définies dans les pages suivantes. Ces règles sont notamment établies en cohérence avec le Règlement du Service de l'Assainissement Collectif.

PREAMBULE

Conformément à l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement :*

[...]

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Le plan de zonage de l'assainissement pluvial permet donc de définir sur la commune les secteurs sur lesquels s'appliquent les différentes prescriptions d'ordre technique et/ou réglementaire.

Les prescriptions définies ci-dessous viennent compléter celles établies dans le règlement de service de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Colmar et adopté par délibération du conseil communautaire le 23 décembre 2010.

11

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

■ **Article 1 : Définition des eaux pluviales**

Conformément à l'article 28 du règlement de Service de l'assainissement collectif, les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins et des cours d'immeubles.

■ **Article 2 : Eaux de nappe**

Les eaux de nappe ou eaux souterraines ne sont pas considérés comme des eaux pluviales et ne sont pas acceptés dans le réseau. En cas de nécessité de rejet de ces eaux (travaux, ...), une autorisation spéciale devra être accordée par la Communauté d'Agglomération. En cas de rejet de ces eaux dans le réseau d'assainissement, une autorisation spéciale devra être accordée par la Communauté d'Agglomération et le Syndicat Intercommunal de Traitement des Eaux Usées de Colmar et Environs (SITEUCE).

CHAPITRE II : GESTION DES EAUX PLUVIALES SUR LES PARCELLES PRIVEES

■ **Article 3 : Principes de raccordement**

Conformément à l'article 30.1 du règlement de service de l'assainissement collectif, « d'une manière générale, ni les eaux pluviales de toitures ni les eaux pluviales des voiries et parkings privatifs ne sont raccordées au réseau d'eaux pluviales s'il existe. En cas d'impossibilité d'évacuation des eaux pluviales vers le milieu naturel, le Service d'Assainissement pourra autoriser à titre dérogatoire leur raccordement aux réseaux d'eaux pluviales ou d'assainissement unitaire. Il prescrira alors la solution à mettre en œuvre. »

■ **Article 4 : Caractéristiques techniques**

Conformément à l'article 30.3 du règlement de service de l'assainissement collectif, « la voirie privative doit être aménagée de manière à éviter le déversement direct d'eaux pluviales vers la voirie publique.

Le service d'Assainissement peut imposer à l'utilisateur la construction de dispositifs particuliers de prétraitement, tels que dessableurs ou déshuileurs, à l'exutoire notamment des parcs de stationnement, dont le type et le dimensionnement devront être approuvés par le Service d'Assainissement. Ainsi pour les eaux pluviales de parkings privatifs dont le nombre de place est supérieur ou égal à dix, le propriétaire devra aménager leur recueil et les faire transiter par un débourbeur et un déshuileur d'hydrocarbures.

En cas d'impossibilité d'évacuation des eaux pluviales des voies privatives vers le milieu naturel, le Service d'Assainissement pourra imposer la mise en place d'un ouvrage de rétention permettant de respecter un débit de fuite prédéterminé vers les installations publiques d'assainissement.

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'utilisateur, sous le contrôle du Service Assainissement. »

Le rejet des eaux de toitures peut être infiltré directement sans prescriptions particulière sauf cas de la toiture d'un établissement classé susceptible de générer une pollution atmosphérique.

■ **Article 5 : Cas des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Les installations classées pour la protection de l'environnement sous soumises aux prescriptions de la DREAL. Des prescriptions complémentaires concernant la gestion des eaux pluviales pourront être mises en place, notamment dans une éventuelle autorisation et/ou convention de déversement.

CHAPITRE III : GESTION DES EAUX PLUVIALES SUR LE DOMAINE PUBLIC

Compte tenu des éléments présentés dans le dossier communal du dossier d'enquête public, le territoire de la commune de Wettolsheim présente des sensibilités d'un point de vue hydraulique.

Les règles préconisées et retenues par la collectivité en cas d'aménagement des zones actuelles et pour les extensions futures sont les suivantes :

■ **Article 6 : Aspect quantitatif**

Les débits de rejet seront calculés, au minimum, sur une pluie de période de retour 10 ans.

Pour tout projet d'imperméabilisation supplémentaire, les eaux pluviales générées par le projet ne devront pas amené, à l'exutoire de la zone concernée par le projet, de débit supplémentaire par rapport à la situation existante. En cas d'aménagement sur une zone soumise à des dysfonctionnements d'ordre hydraulique, un débit de rejet plus strict ou un dimensionnement sur une pluie de période de retour plus importante pourront être imposé.

Le débit de fuite maximum autorisé de la zone à aménager sera déterminé sur la base des capacités hydrauliques du réseau situé à l'aval.

■ **Article 7 : Aspect qualitatif**

Afin de préserver la qualité du milieu récepteur, tout projet générant des eaux de ruissellement provenant de voirie, de zones d'activités, de parcs de stationnement, ... fera l'objet de prétraitement des eaux pluviales en fonction de la taille du projet et de la qualité des eaux de ruissellement générées.

Les ouvrages susceptibles d'être mis en place sont :

- Siphons de voirie
- Décanteur - séparateur à hydrocarbures

Les ouvrages de traitement des eaux pluviales seront systématiquement équipés de by-pass.

Les rejets vers un réseau public, un ouvrage d'infiltration ou le milieu naturel ne pourront être supérieurs à 5 mg/l d'hydrocarbures. Des performances en matière de matière en suspension (MES) pourront également être exigées par la collectivité.

CHAPITRE IV : SOLUTIONS A METTRE EN PLACE

■ **Article 8 : Etudes préalables**

Toute imperméabilisation supplémentaire sera envisageable sous réserve d'associer au projet la réalisation d'une étude spécifique soumise au service instructeur ; celle-ci permettra de définir les aménagements permettant de maîtriser et de traiter en tant que de besoin les eaux pluviales et de ruissellement.

Chaque étude contiendra au minimum :

- La description et la surface du projet
- La surface imperméabilisée totale ainsi que la surface imperméabilisée supplémentaire par rapport à la situation initiale
- Les débits générés par le projet. Ces débits seront calculés à l'exutoire de la zone projet et sur une pluie de période de retour 10 ans. En cas de contrainte aval importante, une période d'occurrence plus importante pourra être demandée.
- Les solutions techniques mises en place afin de respecter les préconisations de rejet des eaux pluviales

Tout projet prendra en compte les contraintes présentes sur le lieu, le type de matériau à mettre en place (permettant de limiter l'imperméabilisation), les techniques de gestion des eaux pluviales prévues. Ces choix seront faits en cohérence avec l'aménagement de l'espace.

Selon la nature du projet, un dossier loi sur l'eau peut être nécessaire. Celui-ci sera instruit, de façon indépendante, par les services de la police de l'eau. Aucun rejet d'eaux pluviales ne pourra être autorisé par la collectivité en cas d'absence de dossier loi sur l'eau dûment autorisé par les services instructeurs de la police de l'eau.

Le dossier loi sur l'eau, déposé en préfecture, devra être conforme aux textes en vigueur et devra identifier les impacts de l'aménagement sur le milieu naturel. Toute modification notable entre l'avant-projet et la réalisation, impactant la gestion des eaux pluviales devra être portée à la connaissance du préfet. Aucune rétrocession par la collectivité ne pourra être effectuée pour un ouvrage ne correspondant pas au dossier loi sur l'eau déposé en préfecture.

■ **Article 9 : Rétrocession des ouvrages**

Dans le cas des ouvrages d'eaux pluviales situés sur le domaine public et destinés à être rétrocédés à la collectivité, les maîtres d'ouvrage suivront les prescriptions techniques de la collectivité et de son exploitant lors de la réalisation des travaux.

Les éléments suivants seront notamment demandés (liste non exhaustive) :

- Fiche technique des équipements
- Montants des travaux réalisés
- Résultats des tests préalables à la réception (compactage, étanchéité, inspection télévisée)
- Fichier informatique des plans de récolement selon les exigences de la collectivité

■ **Article 10 : Solutions alternatives**

Afin de limiter les débits et les volumes rejetés vers le réseau existant, des solutions alternatives pourront être mises en place. Ces solutions sont notamment :

- Des ouvrages d'infiltration : puits perdus, noues, drains, bassins d'infiltration
- Des ouvrages de stockage : bassins

CHAPITRE V : CONTRAINTES SPECIFIQUES

■ **Article 11 : Contraintes liées à l'infiltration des eaux pluviales**

Les puits d'infiltration ne peuvent être mis en place que dans des zones où la nature du sol le permet et où la perméabilité du sol est suffisante pour permettre une infiltration des eaux (supérieure à 10^{-6} m/s).

Conformément aux prescriptions de la MISE, une hauteur de 50 cm entre le fond de l'ouvrage d'infiltration et les plus hautes eaux de la nappe phréatique sera nécessaire.

L'infiltration dans la couche superficielle du sol (1^{er} mètre) ne pourra être faite.

Afin d'éviter de colmater le fond de l'ouvrage d'infiltration, un système de prétraitement suffisamment dimensionné sera obligatoirement mis en place en amont de tout ouvrage d'infiltration.

■ **Article 12 : Périmètres de protection des captages**

La gestion des eaux pluviales à l'intérieur des périmètres de protection des captages d'eau potable se feront conformément aux prescriptions des arrêtés préfectoraux. L'infiltration, à l'intérieure de ces zones, peut notamment être interdite.

■ **Article 13 : Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)**

Sur les zones classées au PPRI de la Lauch, le rejet vers les réseaux seront privilégiés. Chaque branchement devra être équipé d'un clapet anti-retour. Les eaux seront régulées selon la capacité résiduelle des collecteurs récepteurs et des besoins futurs.

■ **Article 14 : Zones à remontée de nappe**

Dans les zones à remontée de nappe, une analyse spécifique des contraintes de nappe sera effectuée.

Dans ces zones, compte tenu des faibles profondeurs d'infiltration disponible, les systèmes d'infiltration par puits perdus ne seront pas préconisés.

■ **Article 15 : Zones à risques géologiques**

Afin de prévenir tout risque géologique, il est demandé pour tout projet d'infiltration des eaux pluviales, la réalisation des sondages géotechniques afin d'identifier la nature du sol.

Annexes

Annexe 1 : Règlement du Service de l'Assainissement Collectif adopté par délibération du Conseil Communautaire le 23 décembre 2010

Annexe 2 : Règlement du Service de l'Assainissement Non Collectif adopté par délibération du Conseil Communautaire le 28 janvier 2010

Annexe 1 : Règlement du Service de l'Assainissement Collectif

Communauté d'Agglomération de Colmar



REGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le **règlement du service** désigne le document établi par la Communauté d'Agglomération de Colmar et adopté par délibération du 23 décembre 2010 ; Il définit les obligations mutuelles du Service d'Assainissement et du client.

Dans le présent document :

- la **Communauté d'Agglomération de Colmar** est la collectivité désignée comme étant dotée de la compétence Assainissement.
- le **Service d'Assainissement** est l'entreprise à qui la collectivité a confié par contrat la gestion du service de l'assainissement collectif dans les conditions du présent règlement.
- le **client**, usager du service, désigne toute personne physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service de l'Assainissement. Il peut être propriétaire, locataire, occupant de bonne foi ou gestionnaire de l'immeuble.
- le **Service de traitement** est la collectivité chargée du traitement des eaux usées, il s'agit :
 - du **SITEUCE** pour la Communauté d'Agglomération de Colmar hors WETTOLSHEIM village, qui désigne le Syndicat Intercommunal du Traitement des Eaux Usées de Colmar et Environs, maître d'ouvrage de la station d'épuration de Colmar et de ses environs.
 - du **SMITEUR3C** pour WETTOLSHEIM hors Les Erlens, qui désigne le Syndicat Mixte du Traitement des Eaux Usées de la Région des Trois Châteaux, maître d'ouvrage de la station d'épuration d'Eguisheim.
 - de la **Communauté d'Agglomération de Colmar** pour JEBSHEIM, maître d'ouvrage de la station d'épuration de Jebbsheim

Le règlement du service est remis à tout demandeur d'abonnement au Service de l'Assainissement.

I - DISPOSITIONS GENERALES.....	2
1. Objet du règlement.....	2
2. Catégories d'eaux admises au déversement	2
3. Définition du branchement.....	2
4. Modalités générales d'établissement du branchement.....	2
5. Déversements interdits.....	2
II - EAUX USEES DOMESTIQUES.....	2
6. Définition des eaux usées domestiques.....	2
7. Obligation de raccordement.....	2
8. Demande de branchement et autorisation de déversement	2
9. Alimentation en eau alternative	2
10. Modalités particulières de réalisation des branchements.....	3

11. Caractéristiques techniques des branchements eaux usées domestiques	3
12. Paiement des frais d'établissement des branchements.....	3
13. Surveillance, entretien, réparations et renouvellement des branchements	3
13.1 Partie des branchements situés sous le domaine public	3
13.2 Partie des branchements situés sous le domaine privé	3
14. Conditions de suppression ou de modification des branchements	3
III – La FACTURE	3
15. Redevance d'assainissement	3
16. Participation financière des propriétaires d'immeubles neufs	3
17. L'actualisation des tarifs	3
18. Modalités de facturation	4
19. Le non-paiement des factures	4
IV – EAUX INDUSTRIELLES.....	4
20. Définition des eaux industrielles	4
21. Conditions de raccordement pour le déversement des eaux industrielles	4
22. Demande d'autorisation de déversement des eaux industrielles - Autorisation spéciale et convention tripartite	4
23. Caractéristiques techniques des branchements industriels	4
24. Prélèvements et contrôle des eaux industrielles	4
25. Obligation d'entretenir les installations de prétraitement	4
26. Redevance d'assainissement applicable aux établissements industriels	5
27. Participations financières spéciales	5
V – EAUX PLUVIALES	5
28. Définition des eaux pluviales	5
29. Prescriptions communes aux eaux usées domestiques et aux eaux pluviales.....	5
30. Prescriptions particulières pour les eaux pluviales	5
30.1 Principes de raccordement.....	5
30.2 Demande de branchement	5
30.3 Caractéristiques techniques	5
30.4 Branchements directs.....	6
VI – INSTALLATIONS SANITAIRES PRIVATIVES	6
31. Dispositions générales sur les installations sanitaires privées	6
32. Raccordement entre domaine public et domaine privé	6
33. Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance.....	6
34. Indépendance des réseaux privatifs d'eau potable et d'eaux usées	6
35. Etanchéité des installations et protection contre le reflux	6
36. Pose de siphons.....	6
37. Toilettes	6
38. Colonnes de chutes d'eaux usées	6
39. Jonction des conduites – Diamètres et pentes des conduites.....	6
40. Descentes des gouttières	6
41. Regard de façade.....	6
42. Entretien, réparations et renouvellement des installations privées.....	7
43. Mise en conformité des installations privées	7
VII – CONTROLE DES RESEAUX PRIVATIFS.....	7
44. Dispositions générales pour les réseaux privés	7
45. Conditions d'intégration au domaine public.....	7
46. Contrôles des réseaux privés	7
VIII – SANCTIONS	7
47. Infractions et poursuites	7
48. Mesures de sauvegarde	7
IX – CONDITIONS D APPLICATION ET DE MODIFICATION DU REGLEMENT	7
49. Date d'application	7
50. Modification du règlement	7
51. Clauses d'exécution	7
Annexes.....	7

I - DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de COLMAR (CAC).

2. Catégories d'eaux admises au déversement

Les eaux usées domestiques, définies à l'article 6 du présent règlement, les eaux pluviales, définies à l'article 28 du présent règlement, ainsi que les eaux industrielles, expressément définies par des conventions spéciales sont admises dans les réseaux de la CAC après autorisation.

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du Service d'Assainissement sur la nature du système desservant sa propriété. Il peut en effet s'agir :

1. d'un réseau en système séparatif où doivent être déversées, d'une part dans le réseau d'eaux usées, les eaux usées ainsi que les eaux industrielles et d'autre part, dans le réseau d'eaux pluviales, les eaux pluviales ainsi que certaines eaux industrielles,
2. d'un système unitaire où les eaux usées peuvent être déversées ainsi que certaines eaux pluviales (voirie notamment) et certaines eaux industrielles. Les eaux de drainage ne doivent pas y être raccordées.

3. Définition du branchement

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de branchement" ou "regard de façade" placé en général sur le domaine privé à 1 mètre de la limite du domaine public, cela pour le contrôle et l'entretien du branchement, si la disposition du branchement le permet. Ce regard doit être visible et accessible. En cas d'impossibilité de pose d'un tel regard, ce dispositif sera remplacé par une boîte de visite en cave,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

La partie publique du branchement est la partie du branchement comprise entre le collecteur principal et le regard de branchement, regard de branchement inclus. En cas d'absence de regard ou si celui-ci est situé à une distance supérieure à 1 mètre de la limite du domaine public, la partie publique du branchement s'arrête à la limite du domaine public, que la parcelle privée soit celle desservie ou grevée d'une servitude de passage.

4. Modalités générales d'établissement du branchement

Le Service d'Assainissement fixe le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder. Il détermine en accord avec le propriétaire de la construction à raccorder, les conditions techniques d'établissement du branchement, au vu de la demande.

La configuration normale est celle d'un branchement par immeuble.

Le Service d'Assainissement fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement du regard de branchement ou des autres dispositifs notamment de prétraitement ou de stockage, au vu de la demande de branchement.

5. Déversements interdits

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser :

- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères, brutes ou broyées,
- les huiles usagées,
- les résidus explosifs ou inflammables,
- les eaux dont la température moyenne dépasse 30°C, les eaux de refroidissement, les eaux de drainage, les eaux de source, les eaux en provenance des pompes à chaleur,
- les eaux de piscines et de bassins

- les solvants chlorés,
- des liquides ou vapeurs corrosifs, des acides, des carburants,
- des jus d'origine agricole,
- du sang ou autres déchets d'origine animale,
- et d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et, le cas échéant, des ouvrages d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement.

Tout rejet dont la qualité est différente de celle des effluents domestiques doit faire l'objet de mesures spéciales de traitement.

Le Service d'Assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

II - EAUX USEES DOMESTIQUES

6. Définition des eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

7. Obligation de raccordement

Comme le prescrit l'article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles qui ont accès aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau.

Au terme de ce délai, conformément aux prescriptions de l'article L. 1331-8 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance assainissement qu'il aurait payé si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui est susceptible d'être majorée dans une proportion définie par la Collectivité.

Un ensemble situé en contrebas d'un collecteur public qui le dessert doit être considéré comme raccordable et le nécessaire dispositif de relevage des eaux usées est à la charge du propriétaire de l'immeuble.

8. Demande de branchement et autorisation de déversement

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au Service d'Assainissement. Cette demande formulée selon l'annexe 1, doit être signée par le propriétaire ou son mandataire.

Elle comporte élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire desservi par le Service d'Assainissement et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement; elle est établie en deux exemplaires dont l'un est conservé par le Service d'Assainissement et l'autre remis à l'usager.

Afin de permettre au Service d'Assainissement d'instruire la demande de branchement et d'autorisation de déversement, celle-ci doit être accompagnée des pièces indiquées dans la demande ci-annexée.

L'acceptation par le Service d'Assainissement est actée par une autorisation de déversement, indiquant les caractéristiques techniques des installations à respecter par le propriétaire (annexe 2).

9. Alimentation en eau alternative

Tout propriétaire tenu de se raccorder au réseau d'assainissement, alimenté en eau totalement ou partiellement par une ressource distincte du réseau public (puits, eau de pluie etc...), doit en faire la déclaration à la commune. Cette information doit être transmise par le

propriétaire à la collectivité. Les modalités de facturation des eaux usées en résultant sont décrites dans l'article 15.

Le dossier de déclaration comprendra :

- les coordonnées du propriétaire et, le cas échéant, de l'utilisateur des installations ;
- la localisation de l'ouvrage, ainsi que ses caractéristiques ;
- les usages de l'eau ainsi prélevée, ainsi que les caractéristiques du rejet vers l'assainissement.

10. Modalités particulières de réalisation des branchements

Conformément à l'article L. 1331-2 du Code de la Santé Publique, la Collectivité exécutera ou pourra faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public jusqu'à et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux usées ou de l'incorporation d'un réseau pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique.

La Collectivité se fera rembourser auprès des propriétaires de tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, dans des conditions définies par la Communauté d'Agglomération de Colmar. La partie des branchements réalisée d'office est incorporée au réseau public, propriété de la Collectivité.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de du réseau d'assainissement, la partie du branchement située sous le domaine public, jusqu'à et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, est réalisée par le Service d'Assainissement et facturée sur la base d'un devis accepté par le propriétaire.

Cette partie du branchement est incorporée au réseau public, propriété de la Collectivité.

11. Caractéristiques techniques des branchements eaux usées domestiques

Les branchements seront réalisés selon la réglementation en vigueur et les prescriptions techniques du Service d'Assainissement.

12. Paiement des frais d'établissement des branchements

Lorsque les travaux sont réalisés par le Service d'Assainissement, toute installation d'un branchement, qu'il intéresse les eaux usées ou les eaux pluviales, donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un devis établi par le Service d'Assainissement et accepté par le propriétaire.

La mise en service du branchement n'est effectuée qu'après paiement intégral des travaux par le client.

Le demandeur pourra être assujéti à la participation pour raccordement au réseau public de collecte prévue à l'article 16.

13. Surveillance, entretien, réparations et renouvellement des branchements

13.1 Partie des branchements situés sous le domaine public

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge du Service d'Assainissement.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

13.2 Partie des branchements situés sous le domaine privé

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine privé sont à la charge de l'utilisateur.

14. Conditions de suppression ou de modification des branchements

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraîneront la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le Service d'Assainissement ou une entreprise agréée par lui, sous sa direction.

III – LA FACTURE

15. Redevance d'assainissement

L'utilisateur raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement collectif.

La redevance d'assainissement comprend :

- Une part fixe ;
- Une part variable collecte des eaux usées
- Une part variable traitement des eaux usées

La redevance est assise sur tous les volumes d'eau prélevés par les usagers que ce soit sur les distributions publiques ou sur toute autre ressource (cf article 9).

Les volumes issus de la distribution publique sont relevés par le service des Eaux dans les conditions du Règlement du Service Public d'eau Potable.

Les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins ou pour tout autre usage ne générant pas d'eaux usées rejetées dans le système d'assainissement, dès lors qu'ils proviennent de branchements spécifiques, n'entrent pas en compte dans le calcul de la redevance d'assainissement.

Lorsque l'utilisateur s'alimente totalement ou partiellement en eau à une source qui ne relève pas d'un réseau public, il doit en faire la déclaration à la Mairie (puits, récupération d'eau de pluie...). Dans le cas où cette eau générerait le rejet d'eaux usées collectées par la collectivité, la redevance est calculée :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage agréés par la collectivité, posés et entretenus aux frais de l'utilisateur et dont les relevés sont transmis au service d'assainissement
- soit, en l'absence de dispositifs de comptage, de justification de la conformité des dispositifs de comptage à la réglementation ou de transmission des relevés, sur une base de critères définis par la Collectivité.

16. Participation financière des propriétaires d'immeubles neufs

Conformément à l'article L 1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés sont astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le montant ainsi que la date d'exigibilité de cette participation sont déterminés par la Communauté d'Agglomération de Colmar.

17. L'actualisation des tarifs

L'ensemble des tarifs des prestations sont détaillés dans la fiche prestation facturables annexée au présent règlement. Les tarifs sont disponibles auprès de la collectivité, du Service d'Assainissement et du Service de Traitement.

Les tarifs appliqués sont fixés et révisés :

- par décision de la Communauté d'Agglomération de Colmar,
- par décision du service de Traitement (redevances industrielles et viticoles),
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.
- Par décision du service d'Assainissement pour les tarifs des services additionnels

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service d'Assainissement, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informé des changements de tarifs par affichage à la Communauté d'Agglomération de Colmar de la délibération fixant les nouveaux tarifs et à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

Toute information est disponible auprès du Services d'Assainissement et de la collectivité.

18. Modalités de facturation

La facturation de la redevance d'assainissement collectif est assurée conjointement avec la facturation d'eau potable selon les modalités décrites au Règlement du service de l'eau Potable.

Sauf prélèvement mensuel demandé par le client, la périodicité de la facturation est au moins bi annuelle. Les clients dont la consommation est particulièrement importante font l'objet d'une facturation plus fréquente.

19. Le non-paiement des factures

Si la facture (taxes et redevances) n'est pas acquittée dans le délai de quinze jours à compter de sa réception, et si le client ne peut apporter la preuve du bien fondé d'une réclamation écrite, le branchement peut être fermé.

Cette interruption de service ne pourra intervenir avant un mois après la notification, par le Service d'Assainissement, d'une mise en demeure par lettre recommandée interrompant le délai de prescription.

Tous les frais de recouvrement sont en totalité à la charge des débiteurs retardataires.

IV – EAUX INDUSTRIELLES

20. Définition des eaux industrielles

Sont classées dans les eaux industrielles tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

A ce titre, les eaux usées provenant d'activités viticoles et/ou vinicoles sont considérées comme des eaux industrielles. Il est rappelé que le déversement des bourbes et des lies dans le réseau est interdit.

Le raccordement des établissements déversant des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles et avec la capacité technique des installations publiques les recevant.

21. Conditions de raccordement pour le déversement des eaux industrielles

Les natures quantitatives et qualitatives des eaux industrielles sont précisées dans la demande de branchement et d'autorisation de déversement faite par le client (l'annexe 1 sera éventuellement complétée par le demandeur).

Pour leur admission éventuelle dans le réseau public, les eaux telluriques (eaux provenant de forages géothermiques, eaux de drainage de la nappe phréatique, eau de refroidissement...) ainsi que les eaux prélevées dans les rivières seront assimilées à des eaux industrielles, même si les rejets n'ont qu'un caractère provisoire.

22. Demande d'autorisation de déversement des eaux industrielles - Autorisation spéciale et convention tripartite

Avant raccordement aux installations publiques, les propriétaires des immeubles ou établissements déversant des eaux considérées comme industrielles doivent en faire la demande auprès du Service d'Assainissement selon le modèle en Annexe 1 complété par les caractéristiques des eaux à rejeter. L'acceptation par le Service d'Assainissement

est actée par une autorisation de déversement spéciale formulée en Annexe 3.

Si les eaux industrielles ont des caractéristiques chimiques particulières, cette autorisation de déversement spéciale sera complétée par une convention tripartite spéciale de traitement entre le client, le Service d'Assainissement et le Service de Traitement (SITEUCE, CAC ou SMITEUR3C) qui validera, après analyse, l'admissibilité des eaux industrielles avec la capacité technique de la station d'épuration.

Les établissements industriels dont les eaux peuvent être assimilées aux eaux usées domestiques et dont le rejet ne dépasse pas annuellement 6.000 m3 pourront être dispensés de convention tripartite.

Toute modification de l'activité industrielle sera signalée au Service d'Assainissement et sera intégrée à la convention ou à l'autorisation.

23. Caractéristiques techniques des branchements industriels

Les établissements industriels devront, s'ils en sont requis par le Service d'Assainissement, être pourvus de deux branchements distincts :

- un branchement eaux domestiques,
- un branchement eaux industrielles.

Chacun de ces branchements, ou le branchement commun, devra être pourvu d'un regard agréé placé à la limite de la propriété sur le domaine privé pour y effectuer des prélèvements et mesures. Il devra être à toute heure facilement accessible aux agents du Service d'Assainissement.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel peut, à l'initiative du service, être placé sur le branchement des eaux industrielles et accessible à tout moment aux agents du Service d'Assainissement.

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II.

24. Prélèvements et contrôle des eaux industrielles

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention tripartite ou des autorisations préfectorales, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le Service d'Assainissement dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention de déversement établie.

Les analyses seront faites par un laboratoire agréé par le Service d'Assainissement.

Les frais d'analyses seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions.

Les poursuites prévues à l'article 47 du présent règlement pourront alors être mises en œuvre.

L'industriel s'engage à prévenir la collectivité, le Service de traitement et le Service d'Assainissement dans un délai de 48 heures de tout incident d'exploitation pouvant engendrer un dépassement des paramètres précisés dans la convention spéciale définie à l'article 22 ou porter atteinte au fonctionnement du système de collecte et de traitement.

25. Obligation d'entretenir les installations de prétraitement

Les installations de prétraitement prévues par les conventions de déversement devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. Les usagers doivent pouvoir justifier au Service d'Assainissement du bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses et féculés ainsi que les débourbeurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'usager demeure, en tout état de cause, seul responsable de ces installations.

26. Redevance d'assainissement applicable aux établissements industriels

Les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement au régime général, sauf dans les cas particuliers visés aux articles ci-après ou stipulation contraire de la convention. La collectivité pourra décider, sauf stipulation contraire de la convention, de corriger la redevance perçue auprès des usagers industriels en fonction d'un coefficient fixé pour tenir compte du degré de pollution et de la nature de déversement, ainsi que de l'impact de ce dernier sur les installations publiques d'assainissement de la collectivité.

27. Participations financières spéciales

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement. Celles-ci seront définies par la convention tripartite de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

En ce qui concerne les eaux industrielles des activités viticoles et viticoles, le Service de traitement, en association avec l'AVA (Association des Viticulteurs d'Alsace), a instauré une redevance spéciale supplémentaire dont la décomposition est la suivante :

Pour le Secteur SITEUCE :

- en investissement : les viticulteurs et vinificateurs participent à l'acquisition et à l'installation d'une troisième centrifugeuse sur le site de la station d'épuration de Colmar sous forme d'une redevance annuelle d'investissement fixée à environ 0.40 Euros HT / hl de vin sur une durée variant de 10 à 15 ans (selon les subventions qui seront obtenues auprès de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse)
- en fonctionnement : les viticulteurs et vinificateurs participent annuellement aux frais de fonctionnement. Le montant sera révisé tous les ans en fonction du budget du SITEUCE..

Pour le Secteur SMITEUR3C :

- en investissement : les viticulteurs et vinificateurs participent l'investissement de la station d'épuration de Eguisheim sous forme d'une redevance annuelle d'investissement fixée à 0.40 Euros HT / hl de vin sur une durée initiale de 18 ans.
- en fonctionnement : les viticulteurs et vinificateurs participent annuellement aux frais de fonctionnement. Le montant initial est fixé à 0,08 Euros HT / hl de vin.

Les durées et montants pouvant être modifiés par le Service de traitement (SITEUCE ou SMITEUR3C).

Les établissements viticoles et viticoles produisant plus de 1 000 hl par an feront l'objet d'un conventionnement direct avec le Service de traitement (SITEUCE ou SMITEUR3C). Cette convention fixera, comme pour les industriels, les modalités techniques, administratives et financières de rejets des effluents viticoles dans le réseau d'assainissement. Une redevance spéciale sera facturée par la Communauté d'Agglomération de Colmar ou le Service de traitement (SITEUCE ou SMITEUR3C) à l'établissement viticole. En contrepartie l'établissement viticole bénéficiera d'une exonération partielle de la redevance assainissement à hauteur de 1 m3 pour 10 hl de moût vinifié. La base de facturation sera la déclaration de récolte ou de fabrication de l'année précédente.

Les établissements viticoles et viticoles produisant moins de 1 000 hl par an ne feront l'objet d'aucun conventionnement direct. Par l'intermédiaire du présent règlement, la Communauté d'Agglomération de Colmar ou le Service de traitement (SITEUCE ou SMITEUR3C) selon le cas, réalisera une facturation pour la redevance spéciale des établissements viticoles et viticoles. Ces derniers ont l'obligation de s'acquitter de cette redevance spéciale qui est identique à celle qui s'applique aux établissements viticoles conventionnés du secteur considéré Service de traitement

(SITEUCE ou SMITEUR3C). En contre partie, l'établissement viticole bénéficiera d'une exonération partielle de la redevance assainissement à hauteur de 1 m3 pour 10 hl de moût vinifié. La base de facturation sera la déclaration de récolte de l'année précédente.

Une facture annuelle sera émise par la Communauté d'Agglomération de Colmar ou le Service de traitement (SITEUCE ou SMITEUR3C) selon le cas pour percevoir cette redevance spéciale, que l'établissement soit conventionné ou non. L'exonération partielle de la redevance assainissement perçue par la CAC s'applique uniquement sur la part « traitement des effluents ». La part « collecte et transport des effluents » est due en totalité par le viticulteur et/ou le vinificateur à la CAC.

V – EAUX PLUVIALES

28. Définition des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

Les eaux souterraines et les eaux de nappe ne sont pas considérées comme des eaux pluviales.

29. Prescriptions communes aux eaux usées domestiques et aux eaux pluviales

Les articles 7 à 14 relatifs aux branchements des eaux usées domestiques sont applicables aux branchements pluviaux.

30. Prescriptions particulières pour les eaux pluviales

Dans le cas d'un réseau séparatif, les raccordements nouveaux aux réseaux d'assainissement ou d'eaux pluviales sont interdits.

30.1 Principes de raccordement

D'une manière générale, ni les eaux pluviales de toitures ni les eaux pluviales des voiries et parkings privatifs ne sont raccordées au réseau d'eaux pluviales s'il existe.

En cas d'impossibilité d'évacuation des eaux pluviales vers le milieu naturel, le Service d'Assainissement pourra autoriser à titre dérogatoire leur raccordement aux réseaux d'eaux pluviales ou d'assainissement unitaire, il prescrira alors la solution technique à mettre en œuvre.

30.2 Demande de branchement

La demande adressée au Service d'Assainissement doit indiquer, en sus des renseignements définis à l'article 8, la destination des surfaces à desservir et le diamètre du branchement pour l'évacuation du débit théorique correspondant à une période de retour fixée par le Service d'Assainissement, compte tenu des particularités de la parcelle à desservir.

30.3 Caractéristiques techniques

La voirie privative doit être aménagée de manière à éviter le déversement direct d'eaux pluviales vers la voirie publique.

Le Service d'Assainissement peut imposer à l'usager la construction de dispositifs particuliers de prétraitement, tels que dessableurs ou déshuileurs, à l'exutoire notamment des parcs de stationnement, dont le type et le dimensionnement devront être approuvés par le Service d'Assainissement. Ainsi pour les eaux pluviales de parkings privatifs dont le nombre de place est supérieur ou égal à dix, le propriétaire devra aménager leur recueil et les faire transiter par un déboureur et un séparateur d'hydrocarbures.

En cas d'impossibilité d'évacuation des eaux pluviales des voies privatives vers le milieu naturel, le Service d'Assainissement pourra imposer la mise en place d'un ouvrage de rétention permettant de respecter un débit de fuite prédéterminé vers les installations publiques d'assainissement.

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager, sous le contrôle du Service d'Assainissement.

30.4 Branchements directs

Les branchements spécifiques d'eaux pluviales aux réseaux publics sont possibles. Ces branchements doivent être directs et ne doivent pas longer les bâtiments dans le domaine public.

Si de telles dispositions existent, toutes les canalisations privatives d'eaux pluviales longeant les immeubles dans le domaine public seront entretenues et renouvelées par les propriétaires des immeubles concernés.

VI – INSTALLATIONS SANITAIRES PRIVATIVES

31. Dispositions générales sur les installations sanitaires privées

Les installations sanitaires privatives doivent se conformer au règlement sanitaire départemental et aux prescriptions techniques d'exécution édictées par le Service d'Assainissement.

32. Raccordement entre domaine public et domaine privé

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés, y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales, lorsque celles-ci sont acceptées dans le réseau, sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

33. Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance

Conformément à l'article L. 1331-5 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, le Service d'Assainissement pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article L. 1331-6 du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

34. Indépendance des réseaux privatifs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

35. Etanchéité des installations et protection contre le reflux

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental, pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sol et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations privatives et notamment leurs joints sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

De même, tout orifice sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doit être normalement obturé par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Par ailleurs, dans le cas où les locaux situés en contrebas de la voie publique sont aménagés en pièces d'habitations ou servent pour le stockage de matériel, le Service d'Assainissement pourra imposer que l'évacuation des eaux se fasse par l'intermédiaire d'une pompe de relevage. Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge du propriétaire.

36. Pose de siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

37. Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

38. Colonnes de chutes d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Au pied de chaque colonne de chute, une pièce de visite facilement accessible doit être installée.

39. Jonction des conduites – Diamètres et pentes des conduites

La jonction de deux conduites ne doit jamais être réalisée sous un angle supérieur à 45°.

Les conduites souterraines sont posées autant que possible suivant le trajet le plus court vers l'égout public en évitant les changements de pente et de direction. Des regards de visite intermédiaires seront mis en place si les longueurs des conduites enterrées dépassent 30 mètres. Ils devront être parfaitement étanches. A l'extérieur des bâtiments, les conduites doivent être posées de manière à les préserver du gel (une hauteur de recouvrement de 80 cm est nécessaire). La pente des conduites doit être, sauf cas exceptionnel, comprise entre 2 et 3%.

40. Descentes des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Les descentes doivent être équipées de siphons ou de dessableurs en pied de chute de manière à éviter la remontée des odeurs et le refoulement des eaux de ruissellement vers les installations sanitaires intérieures lors de la mise en charge des réseaux.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

41. Regard de façade

La réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée sur la parcelle privée en dehors de la construction à desservir et de préférence dans le regard, dit "regard de façade", pour permettre tout contrôle au Service d'Assainissement.

42. Entretien, réparations et renouvellement des installations privatives

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations privatives, y compris les bassins de stockage et les installations de prétraitement, sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

43. Mise en conformité des installations privatives

Le Service d'Assainissement a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations privatives remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés par le Service d'Assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

VII – CONTROLE DES RESEAUX PRIVATIFS**44. Dispositions générales pour les réseaux privés**

Les articles 1 à 43 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux. En outre, les conventions de déversement visées à l'article 22 préciseront certaines dispositions particulières.

45. Conditions d'intégration au domaine public

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, outre la conformité des matériaux et solutions techniques aux règles de construction des ouvrages édictées par le Service Assainissement, il sera procédé, avant tout classement dans le domaine public, aux frais de l'aménageur, à des essais d'étanchéité à l'eau sur la totalité des ouvrages et à une inspection par caméra vidéo des canalisations d'eaux usées et d'eaux pluviales.

Dans le cas où des désordres ou des non-conformités seraient constatés par la collectivité, la mise en conformité sera effectuée par l'aménageur à ses frais avant toute intégration.

Préalablement à la réalisation des réseaux privés, il est indispensable que l'aménageur s'adresse à la collectivité au Service d'Assainissement pour connaître les prescriptions techniques et toute information nécessaire à la conception des réseaux.

Par ailleurs, l'aménageur privé devra fournir au Service d'Assainissement et à la Collectivité un plan complet des réseaux sous forme numérique selon les prescriptions du Service.

46. Contrôles des réseaux privés

Le Service d'Assainissement se réserve le droit de contrôler la conformité d'évacuation des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le Service d'Assainissement, la mise en conformité sera effectuée par les propriétaires.

VIII – SANCTIONS**47. Infractions et poursuites**

Les infractions au présent règlement sont constatées soit par les agents du Service d'Assainissement, soit par le représentant légal ou mandataire de la Communauté d'Agglomération de Colmar. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

48. Mesures de sauvegarde

En cas de non - respect des conditions définies dans les autorisations et les demandes de déversement passées entre le Service d'Assainissement et les usagers du service et

troubant gravement soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du fautif. Le Service d'Assainissement pourra mettre en demeure l'utilisateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai maximum de deux jours.

En cas d'urgence, pour protéger les intérêts des autres clients, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être mis hors service et sur constat d'un agent du Service d'Assainissement.

IX – CONDITIONS D'APPLICATION ET DE MODIFICATION DU REGLEMENT**49. Date d'application**

Le présent règlement entre en vigueur à dater de son approbation par le Conseil Communautaire, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

50. Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil Communautaire et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service, trois mois avant leur mise en application.

51. Clauses d'exécution

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Colmar, les agents du Service d'Assainissement habilités à cet effet, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Colmar dans sa séance du 23 décembre 2010.

ANNEXES

Annexe 1 : Demande de branchement

Annexe 2 : Autorisation de déversement

Annexe 2a : Prescriptions techniques d'exécution de l'assainissement d'un immeuble

Annexe 3 : Autorisation spéciale de déversement

Annexe 2 : Règlement du Service de l'Assainissement Non Collectif

Communauté d'Agglomération de Colmar



REGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le **règlement du service** désigne le document établi par la Communauté d'Agglomération de Colmar et adopté par délibération du conseil communautaire du 28 janvier 2010; Il définit les obligations mutuelles entre le Service d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et ses usagers.

Dans le présent document :

- la **Communauté d'Agglomération de Colmar** est la collectivité dotée de la compétence Assainissement Non Collectif sur l'ensemble de son territoire.
- L'**exploitant du Service d'Assainissement Non Collectif (SPANC)** est l'entreprise à qui la collectivité a confié par contrat la gestion du service de l'assainissement non collectif dans les conditions du règlement de service.
- L'**usager du service**, désigne toute personne physique ou morale, propriétaire d'immeubles équipés ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif ou occupant de ces immeubles.

Le règlement du service est remis à tout usager du Service de l'Assainissement Non Collectif.

I. DISPOSITIONS GENERALES	1
1. Obligation de traitement des eaux usées	1
2. Obligation de contrôle par les communes ou leur groupements	1
3. Définitions	1
4. Procédure préalable à l'établissement, la réhabilitation ou la modification d'un assainissement non collectif	1
5. Responsabilité et obligations des propriétaires dont l'immeuble est équipé ou doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif	2
6. Responsabilité et obligations des occupants d'immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif	2
7. Accès à l'installation par les agents du SPANC	2
II. LE CONTROLE TECHNIQUE PAR LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	3
8. Nature du contrôle technique	3
9. Modalités du contrôle des installations neuves ou réhabilitées	3
9.1. Vérification de la conception et de l'implantation	3
9.2. Vérification de la bonne exécution des ouvrages	3
10. Modalités du contrôle initial des installations existantes	3
11. Modalités du contrôle périodique de l'entretien et du bon fonctionnement des installations	3
12. Contrôles de conformité à la demande des propriétaires	4
13. Engagements du service	4
III – INSTALLATIONS SANITAIRES	4
14. Séparation des eaux	4
15. Indépendance des réseaux privatifs d'eau potable et d'eaux usées	4
16. Pose de siphons	4
17. Toilettes	4
18. Colonnes de chutes d'eaux usées – ventilation primaire	4
19. Extraction des gaz	4
20. Jonction des conduites – Diamètres et pentes des conduites	4
21. Descentes des gouttières	5

IV. MODALITE DE FACTURATION	5
22. Redevables	5
23. La présentation de la facture	5
24. L'évolution des tarifs	5
25. En cas de non paiement	5
V. SANCTIONS	5
26. Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif	5
27. Mesures de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique	5
VI. CONDITIONS D'APPLICATION ET DE MODIFICATION DU REGLEMENT	5
28. Date d'application	5
29. Modification du règlement	5
30. Clauses d'exécution	5

I. DISPOSITIONS GENERALES

1. Obligation de traitement des eaux usées

Les immeubles non raccordés à un réseau d'assainissement collectif doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. (Article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique).

Cette obligation de traitement concerne les immeubles situés en zone d'assainissement non collectif mais également les immeubles situés en zone d'assainissement collectif, soit parce que le réseau d'assainissement n'est pas encore en service, soit si le réseau existe, parce que l'immeuble n'est pas raccordé.

2. Obligation de contrôle par les communes ou leur groupements

L'article L.2224-8 du Code Général des collectivités territoriales charge les communes du contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.

Elles doivent à ce titre :

- vérifier leur entretien et leur bon fonctionnement : absence de pollution des eaux, d'insalubrité ou d'inconvénients de voisinage (odeurs notamment)
- vérifier la conformité réglementaire de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans
- établir, le cas échéant une liste de travaux à réaliser.

3. Définitions

- Assainissement non collectif

Par assainissement non collectif ou assainissement autonome, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement.

- Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salle de bain) et les eaux vannes (urines, matières fécales).

4. Procédure préalable à l'établissement, la réhabilitation ou la modification d'un assainissement non collectif

Tout propriétaire d'habitation ou toute personne envisageant un projet de construction peut s'informer, auprès de l'exploitant du SPANC, du zonage d'assainissement et du mode d'assainissement suivant lequel doivent être traitées ses eaux usées (assainissement collectif ou non collectif).

Si l'habitation se trouve dans une zone non desservie par un réseau d'assainissement collectif, il doit présenter son projet dans le cadre de son dossier de permis de construire s'il s'agit d'une construction soumise à permis de construire ou directement à l'exploitant du SPANC s'il s'agit d'une réhabilitation d'installation existante.

5. Responsabilité et obligations des propriétaires dont l'immeuble est équipé ou doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Le propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Les frais d'établissement, les réparations et le renouvellement des ouvrages sont à la charge du propriétaire de l'immeuble desservi par l'installation.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être maintenues en bon état de fonctionnement, ne pas créer de nuisances et respecter certaines règles de conception ou d'implantation.

Toute installation nouvelle, modifiée (à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales, d'un changement d'affectation de l'immeuble...) ou réhabilitée doit être conforme :

- aux prescriptions techniques générales applicables aux systèmes d'assainissement non collectif définies dans :
 - l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ (soit 20 habitants),
 - l'arrêté du 22 juin 2007 relatif [...] aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieur à 1,2 kg/j de DBO₅,
 - le DTU 64.1 concernant la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome des maisons d'habitation individuelle et notamment les règles d'implantation des dispositifs :
 - 3 mètres par rapport aux limites séparatives
 - 5 mètres par rapport à l'ouvrage fondé
 - 3 mètres des plantations
- aux prescriptions particulières pouvant être édictées pour certaines zones :
 - le règlement des PLU
 - des arrêtés préfectoraux (périmètres de protection...)
 - des arrêtés municipaux

Ces prescriptions sont tenues à la disposition de l'usager par l'exploitant du SPANC

Les installations existantes doivent être conformes à la réglementation en vigueur à la date de leur mise en place.

6. Responsabilité et obligations des occupants d'immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif

Le maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies ci-dessus sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Il est interdit notamment d'y rejeter

- Les eaux pluviales
- les ordures ménagères, même après broyage

- les huiles de vidange
- les hydrocarbures
- les acides, cyanures, peintures, médicaments
- et plus généralement toute substance, tout corps solide ou non, pouvant polluer le milieu naturel ou nuire au bon fonctionnement des ouvrages.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'usager :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes ;
- d'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement ;
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages) ;
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards ;
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

L'entretien des ouvrages

Le dispositif d'assainissement non collectif doit être entretenu de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les installations doivent être vérifiées et nettoyées aussi souvent que nécessaire. Sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant, les vidanges de boues et de matières flottantes sont effectuées :

- au moins tous les quatre ans dans le cas d'une fosse toutes eaux ou d'une fosse septique
- au moins tous les six mois dans le cas d'une installation d'épuration biologique à boues activées
- au moins tous les ans dans le cas d'une installation d'épuration biologique à culture fixées.

L'entrepreneur ou l'organisme qui réalise la vidange, choisi librement par l'usager, doit bénéficier d'un agrément préfectoral conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif. Il est tenu de remettre à l'usager le bordereau de suivi des matières de vidanges défini à l'article 9 de cet arrêté.

L'usager doit tenir ce document à la disposition du SPANC.

7. Accès à l'installation par les agents du SPANC

Conformément à l'article L1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents de l'exploitant du SPANC sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour contrôler les installations d'assainissement non collectif. Ces agents sont porteurs d'une lettre d'accréditation établie par la collectivité.

L'usager est prévenu par l'envoi d'un avis préalable d'intervention dans un délai de 15 jours. Il peut demander une modification de la date ou de l'heure de ce rendez vous.

L'usager doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service.

Il doit être présent ou représenté lors de toutes interventions du service.

Les agents du service d'assainissement n'ont pas la possibilité de pénétrer de force dans une propriété privée.

S'il y a lieu, ils doivent relever l'impossibilité d'effectuer leur contrôle dans laquelle ils ont été mis, à charge pour le Maire de la commune concernée, au titre de ses pouvoirs généraux de police, de constater ou de faire constater l'infraction.

En cas d'absence à un rendez vous le nouveau déplacement de l'exploitant du SPANC sera facturé à l'utilisateur.

II. LE CONTROLE TECHNIQUE PAR LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

8. Nature du contrôle technique

Le contrôle technique comprend :

- La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des installations d'assainissement non collectif réalisées ou réhabilitées après le 31 décembre 1998. Pour les installations neuves ou réhabilitées, cette vérification est effectuée avant remblaiement.
- Le diagnostic de bon fonctionnement et la vérification périodique de leur entretien pour les installations d'assainissement non collectif réalisées ou réhabilitées après le 31 décembre 1998
- Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif déjà contrôlées.

9. Modalités du contrôle des installations neuves ou réhabilitées

9.1. Vérification de la conception et de l'implantation

Le propriétaire qui projette de réaliser ou de réhabiliter une installation d'assainissement remet à l'exploitant du SPANC le dossier de "Demande d'installation d'un assainissement non collectif", disponible en mairie, à la collectivité, ou auprès de l'exploitant du SPANC, qu'il aura au préalable remplie et complétée des plans et documents demandés.

Dans le cas d'une construction soumise à permis de construire, la demande est annexée au dossier de demande de permis de construire.

Le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Le SPANC adresse son avis au pétitionnaire. Il le transmet également au service instructeur du permis de construire qui le prendra en compte dans les conditions prévues par le Code de l'urbanisme.

L'exploitant du SPANC vérifie la conception du projet, la collectivité sur proposition de l'exploitant notifie son avis au pétitionnaire ou au service instructeur du permis de construire dans le cas d'une demande de permis de construire.

9.2. Vérification de la bonne exécution des ouvrages.

L'exploitant du SPANC doit être informé à l'avance par le propriétaire du début des travaux et de leur achèvement hors remblaiement des ouvrages.

Celui-ci ne peut intervenir qu'après contrôle de la bonne exécution par l'exploitant du SPANC.

A l'issue de ce contrôle, sur proposition de l'exploitant du SPANC, la collectivité envoie au propriétaire et au maire de la commune un rapport de visite qui constate la conformité ou non conformité des travaux.

En cas de non conformité, l'exploitant du SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable et procède à une nouvelle visite, sur demande du propriétaire, avant remblaiement.

Cette contre visite correspondant à un nouveau déplacement de l'exploitant du SPANC sera facturée à l'utilisateur.

Tous les travaux réalisés sans que l'exploitant du SPANC ait pu en vérifier la bonne exécution avant remblaiement pourront être déclarés non conformes.

10. Modalités du contrôle initial des installations existantes

Le SPANC effectue ce contrôle de diagnostic par une visite sur place dans les conditions définies à l'article 7.

Pour les installations d'assainissement non collectif réalisées ou réhabilitées avant le 31 décembre 1998, ce contrôle est un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien. Il consiste, pour chaque dispositif d'assainissement non collectif, à :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation ;
- Constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances (selon les modalités de l'article 11).

Pour les installations d'assainissement non collectif réalisées ou réhabilitées après le 31 décembre 1998, ce contrôle est également un contrôle de conception et d'exécution. En plus des observations de diagnostic et d'entretien (décrites ci-dessus), il consiste, pour chaque dispositif d'assainissement non collectif, à :

- Vérifier l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document nécessaire ou utile à l'exercice du contrôle de diagnostic.

En l'absence de plan, l'exploitant procédera à un relevé topographique des installations.

Le compte-rendu du contrôle est adressé par la collectivité sur proposition de l'exploitant du SPANC au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, ainsi qu'au maire de la commune concernée.

En cas de non conformité, l'exploitant du SPANC, invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable ou pour supprimer les dysfonctionnements entraînant une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances. L'exploitant indique un niveau de priorité concernant la réhabilitation du dispositif. En effet, selon la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, les installations ne respectant pas la réglementation doivent être réhabilitées dans un délai de 4 années.

La réhabilitation du dispositif est soumise aux modalités de contrôle définies à l'article 9.

11. Modalités du contrôle périodique de l'entretien et du bon fonctionnement des installations

Le contrôle est effectué soit en même temps que le contrôle diagnostic défini à l'article 10, soit dans le cas général au moins tous les huit ans. Des contrôles plus fréquents peuvent être en outre effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage.

Le contrôle porte sur le bon entretien et le bon fonctionnement des ouvrages.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse.
- vérification des raccordements de l'ensemble des eaux usées et de la ventilation, de l'accessibilité des tampons de visite des ouvrages,;
- vérification de la réalisation périodique des vidanges ; à cet effet l'utilisateur présentera le bordereau de suivi des matières de vidange (tel que prévu par l'article 9

de l'arrêté du 7 septembre 2009) ou le document remis par le vidangeur comprenant au moins les indications suivantes :

- son nom ou sa raison sociale et son adresse,
- l'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée,
- le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- la date de réalisation de la vidange,
- les caractéristiques, la nature et la quantité des matières éliminées,
- la destination et le mode d'élimination.

- vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage.
- Vérification de l'absence d'inconvénients de voisinage (odeurs, résurgences d'effluents...)

En outre s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé et en cas de nuisances de voisinage des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

Le compte-rendu du contrôle est adressé par la collectivité sur proposition de l'exploitant du SPANC au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, ainsi qu'au maire de la commune concernée.

Si le contrôle met en évidence un mauvais entretien ou un dysfonctionnement l'exploitant du SPANC invite

- soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement, à la salubrité publique ou toutes autres nuisances ;
- soit l'occupant des lieux à réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

12. Contrôles de conformité à la demande des propriétaires

Les contrôles de conformité des installations, effectués à l'occasion de cessions de propriété pourront être effectués à la demande des propriétaires. L'exploitant du SPANC pourra toutefois refuser de délivrer un tel certificat, pour une installation réalisée après la mise en application du présent règlement, s'il n'a pas été en mesure d'en vérifier la bonne exécution avant remblaiement des ouvrages, faute d'avoir été averti en temps utile.

13. Engagements du service

Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

- une proposition de rendez-vous dans un délai de 5 jours ouvrés pour vérification de travaux avant remblaiement avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 1 heure,
- un envoi du rapport de visite dans un délai de 20 jours
- un accueil téléphonique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local) du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions,

III – INSTALLATIONS SANITAIRES

14. Séparation des eaux

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

Les eaux souterraines et les eaux de nappe ne sont pas considérées comme des eaux pluviales.

Pour permettre le bon fonctionnement, l'évacuation des eaux pluviales ne doit, en aucun cas, être dirigée vers l'installation d'assainissement non collectif.

La voirie privative doit être aménagée de manière à éviter le déversement direct d'eaux pluviales vers la voirie publique.

Le SPANC peut imposer à l'usager la construction de dispositifs particuliers de prétraitement, tels que dessableurs ou déshuileurs, à l'exutoire notamment des parcs de stationnement, dont le type et le dimensionnement devront être approuvés par le Service d'Assainissement. Ainsi pour les eaux pluviales de parkings privatifs dont le nombre de place est supérieur ou égal à dix, le propriétaire devra aménager leur recueil et les faire transiter par un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures.

15. Indépendance des réseaux privatifs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

16. Pose de siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant du système d'assainissement non collectif et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur. Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

17. Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

18. Colonnes de chutes d'eaux usées – ventilation primaire

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction.

Ces colonnes de chute d'eau usées sont prolongées de sorte à assurer une ventilation primaire de la fosse toutes eaux. En cas d'utilisation d'un poste de relevage, une ventilation primaire doit être créée en complément des colonnes de chute.

Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Au pied de chaque colonne de chute, une pièce de visite facilement accessible doit être installée.

19. Extraction des gaz

Les gaz de fermentation doivent être évacués par un système de ventilation muni d'un extracteur statique ou éolien situé au minimum à 0,40 m au dessus des parties les plus élevées de la construction et à au moins 1 mètre de toute ouverture ou autre ventilation.

Le tracé de la conduite d'extraction des gaz doit être le plus rectiligne possible, sans contre pente et en utilisant des coudes inférieurs ou égaux à 45°.

20. Jonction des conduites – Diamètres et pentes des conduites

La jonction de deux conduites ne doit jamais être réalisée sous un angle supérieur à 45°

Les conduites souterraines sont posées autant que possible suivant le trajet le plus court vers le système d'assainissement non collectif en évitant les changements de pente et de direction. Des regards de visite intermédiaires seront mis en place si les longueurs des conduites enterrées dépassent 30 mètres. Ils devront être parfaitement étanches. A l'extérieur des bâtiments, les conduites doivent être posées de manière à les préserver

du gel (une hauteur de recouvrement de 80 cm est nécessaire).

La pente des conduites doit être, sauf cas exceptionnel, comprise entre 2 et 3‰.

21. Descentes des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

IV. MODALITE DE FACTURATION

22. Redevables

Une facture sera adressée au propriétaire de l'immeuble après le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution de l'installation d'assainissement.

Une facture sera adressée à l'usager occupant de l'immeuble (le titulaire de l'abonnement à l'eau, à défaut le propriétaire du fonds de commerce, à défaut le propriétaire de l'immeuble) après chaque contrôle périodique du bon entretien et du bon fonctionnement de l'installation existante.

La facture est envoyée au demandeur pour un contrôle de conformité demandé à l'occasion d'une cession de propriété.

Dans le cas de système d'assainissement non collectif desservant plusieurs logements dont les contrats d'abonnement à l'eau sont individualisés, le montant de la redevance facturée à chacun sera divisé par le nombre de logements.

23. La présentation de la facture

Une facture sera adressée au propriétaire de l'immeuble après :

- le contrôle de conception et d'implantation, défini à l'article 9.1
- le contrôle de bonne exécution ainsi qu'un supplément éventuel pour une contre visite, défini à l'article 9.2
- le contrôle initial de l'existant, défini à l'article 10

Une facture sera adressée à l'occupant de l'immeuble après :

- le contrôle périodique de bon fonctionnement, défini à l'article 11

La facture adressée aux usagers pourra, le cas échéant, comprendre également :

- la facturation d'un déplacement supplémentaire pour absence non justifiée du propriétaire ou de l'occupant suite à la fixation d'un rendez vous
- Le frais de recouvrement en cas de non paiement des factures

Tous les éléments de la facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

Toute information est disponible auprès de l'exploitant du SPANC et de la collectivité.

24. L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés :

- par décision de la collectivité,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances éventuelles.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement non collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informé des changements de tarifs à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

25. En cas de non paiement

Si la facture (taxes et redevances) n'est pas acquittée dans le délai de quinze jours à compter de sa réception, et

si l'usager ne peut apporter la preuve du bien fondé d'une réclamation écrite, le branchement d'eau potable peut être fermé le cas échéant.

Cette interruption de service ne pourra intervenir avant un mois après la notification, par le SPANC, d'une mise en demeure par lettre recommandée interrompant le délai de prescription.

Tous les frais de recouvrement sont en totalité à la charge des débiteurs retardataires.

V. SANCTIONS

26. Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé ou son mauvais état de fonctionnement, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique.

27. Mesures de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le Maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales, ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le Préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

VI. CONDITIONS D'APPLICATION ET DE MODIFICATION DU REGLEMENT

28. Date d'application

Le présent règlement entre en vigueur à dater de son approbation par le Conseil Communautaire, tout règlement antérieur relatif à l'assainissement non collectif étant abrogé de ce fait.

29. Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil Communautaire et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées préalablement à la connaissance des usagers du service pour leur être opposables.

30. Clauses d'exécution

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Colmar, les agents du Service d'Assainissement habilités à cet effet, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Colmar dans sa séance du 28 janvier 2010.